

EMPLOI ET COMPÉTITIVITÉ LES CHIFFRES

EN 3 POINTS.

Depuis des mois et des semaines, nous avons droit à un seul discours : il faudrait rétablir les marges des entreprises pour qu'elles puissent être compétitives et investir, pour cela il faudrait réduire le coût du travail. C'est la logique du rapport Gallois qui ne fait que reprendre des recettes qui ont déjà échoué. La réalité aujourd'hui, c'est que ce qui pèse sur l'économie c'est le coût du capital (intérêts et dividendes), non celui du travail. La preuve avec quelques chiffres.

Les Banques et grands groupes aux avant-postes de la spéculation

La BCE a injecté dans les banques 1 000 milliards d'euros à 1 % sur trois ans. Cela a surtout servi à soutenir le rendement de leurs actions et la spéculation. En 2011, les groupes du Cac 40 ont réalisé 74 milliards € de bénéfices et ils ont versé près de 51% de ces bénéfices en dividendes. Sanofi qui a fait 5,7 milliards de bénéfices s'apprête à détruire près de 1 000 emplois. Ces grands groupes ont accumulé, en 2011, une trésorerie de 267 milliards €, soit l'équivalent de la totalité des ressources nettes de l'État ! Le total cumulé des exonérations de « charges » patronales dépasse largement les 200 milliards €. Sous Sarkozy, le taux d'imposition effectif sur les bénéfices a été réduit pour les grands groupes à 8 %, alors que les PME ont vu leur taux majoré de l'ordre de 20%.

Rétablir la vérité sur la compétitivité : L'exemple allemand

En euros, en 2008, selon les dernières données disponibles, le coût horaire était de 33,2 € dans l'industrie française, contre 33,4 € dans l'industrie allemande.

Dans la construction automobile, point fort de l'Allemagne, le coût horaire, est de 43,14 € en Allemagne alors qu'il est de 33,38 € en France.

Le salaire annuel brut moyen des salariés à plein temps (industrie et des services) était, en 2008, 43 942 € en Allemagne contre 32 826 € en France (écart de 34 %). En net, après impôt, l'écart est plus faible mais il demeure en Allemagne supérieur à ce qu'il était alors en France.

Pour 2012, les perspectives de dépenses en recherche-développement du privé dans l'industrie étaient de 58 milliards d'euros en Allemagne, contre 28 milliards d'euros en France !

Ce ne sont pas les « charges sociales » qui pèsent sur la compétitivité

En 2010, pour les sociétés non financières (hors banques et assurances), les cotisations sociales patronales représentent 145 milliards €. La même année, les prélèvements financiers (intérêts versés aux banques et dividendes aux actionnaires) ont totalisé 308,8 milliards d'€, soit 2,13 fois plus que les « charges sociales » !

Depuis 2003, les dividendes versés sont supérieurs aux investissements réalisés par les entreprises (230 milliards d'€ contre 180 milliards en 2010).

Depuis 1981, la masse salariale a été multipliée par 3,6. Pour la même période, les dividendes distribués aux actionnaires par... 20 ! Durant les trente glorieuses, la part des dividendes dans la valeur ajoutée créée par les sociétés non financières était de l'ordre de 3,6% à 4%. En 2010, cette part des dividendes frise les 9%.



JE REJOINS LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

et je passe à l'action !

Nom : Prénom : Adresse :
..... Tel : Courriel :

A retourner à PCF 42 bis rue de Verdun 92150 Suresnes

tél : 01.45.06.67.82 ou 06.23.14.45.51 courriel pcf.suresnes@wanadoo.fr - site - pcf.suresnes.fr